

Communiqué de presse du 16 mars 2017

Appel à participer à la Marche de la justice et de la dignité.

Le SMG appelle ses adhérent-e-s à participer à la **Marche de la justice et de la dignité, le 19 mars 2017 !**

Au sein des quartiers populaires, nous recevons dans nos lieux de soins une population qui exprime ses difficultés et ses souffrances. Nos consultations sont des moments où se libère la parole et les jeunes témoignent de cette discrimination dont ils et elles sont victimes, notamment les incessants contrôles de la police. Cette confrontation permanente et violente entre la jeunesse et la police aboutit aux risques de la violence extrême.

Cette haine réciproque est un symptôme de ce qu'est devenue la vie dans ces cités où dominant la précarité, le chômage et l'abandon social. La majorité de cette jeunesse étudie, s'investit dans l'expression artistique, dans les actions de solidarité, dans le sport... mais tou-te-s ont en commun de subir la violence verbale de la police qui insulte, qui tutoie, qui rudoie, qui travaille inlassablement à les faire se sentir illégitimes dans l'espace public...

La loi du 28 février 2017 permettant aux forces de polices municipales d'être armées plus facilement, à la demande des maires, est un danger de plus et envoie un signal catastrophique à la société. Ce n'est pas en modifiant la loi pour donner encore plus de légitimité aux excès que nous ferons cesser cette confrontation, mais en exigeant de la police qu'elle soit réformée (police de proximité issue des mêmes milieux sociaux, suppression du paiement à la performance [nombres d'arrestation, d'affaires résolues]).

Nous accompagnons les habitant-e-s des quartiers populaires pour les soigner et cela passe par les aider à ne pas sombrer dans le fatalisme qui les condamnerait à être pour toujours les exclu-e-s et les désaffiliés de la société !

Nous attendons du gouvernement qu'il fasse plus pour celles et ceux qui ont le moins et qu'il n'attende pas qu'un jeune se fasse violer pour découvrir le problème structurel de la police avec les jeunes des banlieues.

Nous comprenons la colère des habitant-e-s des quartiers populaires. Le temps de la justice est trop long, et rarement équitable quand il s'agit des jeunes des cités!

Nous appelons à l'expression de la dignité et au respect des habitant-e-s des quartiers populaires. Nous appelons à la fin de l'état d'urgence.